

Editorial



Rythmes scolaires : grève à Marseille le 24 septembre, nous sommes tous des marseillais !

Le 16 septembre à l'Assemblée nationale, le Premier ministre a confirmé les 21 milliards d'économies en 2015 pour financer le pacte de responsabilité qui prévoit 50 milliards de cadeaux aux patrons, la territorialisation de la République...

Depuis des mois, FO dénonce le caractère destructeur des décrets Peillon/Hamon pour le statut de fonctionnaire d'Etat des enseignants et tous leurs méfaits : mercredi travaillé au frais des personnels (transports, garde d'enfants...), PEDT, confusion entre scolaire et périscolaire, réquisition des salles de classe et du matériel pédagogique pour les activités périscolaires...

Depuis des mois, les ministres successifs affirment que les enseignants n'ont rien à craindre. Najat Vallaud-Belkacem allant jusqu'à vanter « *les bienfaits incommensurables pour les apprentissages* » de la réforme qui n'est mise en place que depuis trois semaines dans plus de 85% des communes. On touche ici davantage à la foi qu'au raisonnement éclairé digne d'un ministre de l'Education nationale.

Après le verrou des 24 heures hebdomadaires (étape 1) ...

Le 23 août, l'ex ministre Hamon publiait un décret qui annualise le service des remplaçants et des collègues sur des postes fractionnés pour leur imposer jusqu'à 27 heures d'enseignement dans une semaine sans donner de garanties sur la récupération. Déjà, des DASEN indiquent ne rien pouvoir garantir en la matière.

... les formations communes enseignants/animateurs pour aller vers « un statut d'emploi transfonction publique » (étape 2)

La ministre de la Fonction publique organise dès le 22 septembre des discussions avec les fédérations de fonctionnaires sur « *l'avenir de la Fonction publique* ». Son objectif avoué : « *donner un cadre aux métiers communs entre l'Etat et les collectivités* » - « *mutualiser les formations* » pour avancer vers « *un statut d'emploi transfonction publique* ». Sans attendre, en Seine-Saint-Denis, en Haute-Loire, des formations communes animateurs/enseignants sont organisées. Dans ces conditions, combien de temps faudrait-il pour que ce « *rapprochement* » conduise à la fin de nos droits ?

A Marseille, territoriaux et enseignants seront en grève le 24 septembre !

Face au chaos constaté dans les écoles depuis 10 jours et aux remises en cause statutaires, les syndicats Force Ouvrière des territoriaux et des PE appellent à la grève et à manifester chez le préfet pour la suspension immédiate de la mise en place de la réforme.

La situation dénoncée par FO n'est pas propre à cette ville. De Arras à Lyon, de Rennes à Bordeaux en passant par Paris, les mêmes décrets produisent les mêmes effets. De ce point de vue, nous sommes tous des marseillais.

A Argenteuil, le SNUDI-FO, le SNUipp, la CGT éducation, avec la FCPE, appellent à un rassemblement devant la mairie le 17 septembre contre la réforme des rythmes et son application.

Suspendre la réforme en vue de son abrogation

Pour mettre fin au chaos, pour sauver notre statut de fonctionnaire d'Etat, il y a urgence à bloquer la mise en œuvre des décrets Peillon/Hamon avant que la machine ne pulvérise toutes nos garanties collectives.

Organiser la participation massive aux réunions du SNUDI-FO, adopter des motions de soutien à cette grève et prendre les initiatives pour mettre en échec cette réforme, se tenir prêt à répondre à la nécessaire initiative nationale interprofessionnelle pour mettre en échec cette politique, telles sont nos tâches de l'heure.

C'est aussi l'enjeu des élections professionnelles qui auront lieu dans toute la fonction publique du 27 novembre au 4 décembre.

Montreuil, le 17 septembre 2014

Norbert Trichard
Secrétaire général